

--	--	--	--	--	--	--	--	--

**ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES**

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR
LA PROGRAMMATION JUDICIAIRE ET LE SUIVI DE
PROCEDURES MARCHES,
POUR LA CONSTRUCTION, LA RESTRUCTURATION OU
L'EXTENSION DE PALAIS DE JUSTICE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
ARTICLE 2 : DEFINITION DES PARTIES	3
2.1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR	3
2.1. LE TITULAIRE	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES	4
ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	4
4.1. NATURE DE L'ACCORD-CADRE	4
4.2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.3. DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 : EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
5.1. PERSONNES CHARGEES DE LA CONDUITE DES PRESTATIONS	5
5.2. CONNAISSANCE DES CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
5.3. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE PAR MARCHES SUBSEQUENTS	6
ARTICLE 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	7
ARTICLE 7 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE	7
ARTICLE 8 : DELAIS ET PROLONGATION	7
8.1. DELAIS D'EXECUTION	7
8.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	7
8.3. RECEPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 9 : PENALITES	7
ARTICLE 10 : PRIX	8
10.1. CONTENU DES PRIX	8
10.2. REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT	9
11.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	9
11.2. AVANCE	9
11.3. REGLEMENT DES COMPTES	9
11.4. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	10
COTRAITANTS	10
SOUS-TRAITANTS	10
ARTICLE 12 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
ARTICLE 13 : ASSURANCES	11
RESPONSABILITES	11
ASSURANCES	11
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	11
ARTICLE 15 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAILLEURS DETACHES	11
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 17 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
17.1. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
17.2. RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	13
17.3. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	13
ARTICLE 18 : EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS	13
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

Article 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dénommé ci-après et dans les autres pièces de l'accord-cadre « CCAP », a pour objet un ensemble de prestations concourant à l'assistance du pouvoir adjudicateur sur la programmation, la faisabilité technique et architecturale et le suivi des procédures marchés pour la réalisation en France Métropolitaine :

- **De projets de construction neuve de Palais de Justice,**
- **D'opérations de restructuration – extension de sites judiciaires existants,**
- **D'opérations de restructuration – extension d'un site immobilier existant non judiciaire en vue d'accueillir le relogement d'un palais de justice,**

Les opérations concernées par l'accord cadre seront donc les projets de construction neuve et de restructuration/réhabilitation/extension de palais de justice ou site existants non judiciaire exécutés via un marché de maîtrise d'œuvre (loi MOP) consécutif à un concours sur esquisse, organisé conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et R.2162-15 à 26 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre ne concerne pas les opérations impliquant des procédures de marché de moins de 40 000 € hors taxes qui pourront être confiées à d'autres titulaires, autres que ceux retenus dans le cadre de cet accord-cadre.

Article 2 : DEFINITION DES PARTIES

2.1. Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, aussi appelé maître d'ouvrage, est la personne morale définie comme telle à l'Acte d'Engagement.

2.1. Le titulaire

Le titulaire, aussi appelé prestataire, est défini à l'acte d'engagement comme l'un des trois titulaires du présent accord-cadre.

Article 3 : PIECES CONSTITUTIVES

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
 - annexe 1 : bordereau de prix Unitaires (BPU) ;
 - annexe 2 (Acte de sous-traitance) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les marchés subséquents au fur et à mesure de leur notification ;
- Les bons de commande émis pour chaque marché subséquent au fur et à mesure de leur notification ;
- L'offre établie par le titulaire, dont les renseignements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des exigences du CCAP ou du CCTP ;

Pièces générales :

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini en première page de l'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Article 4 : CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

4.1. Nature de l'accord-cadre

Le présent marché public est un accord-cadre multi-attributaires, qui sont au nombre de trois maximum, passé en application des articles L2125-1, R2162-10 et R2162-13 à 1 du code de la commande publique.

Il s'exécute au fur et à mesure de la survenance des besoins, par la **conclusion de marchés subséquents, s'exécutant eux-mêmes par l'émission de bons de commande.**

4.2. Définition des prestations

L'accord cadre sera mis en œuvre pour répondre aux besoins :

- des projets de construction neuve de Palais de Justice,
- d'opérations de restructuration – extension de sites judiciaires existants,
- d'opérations de restructuration – extension d'un site immobilier existant non judiciaire en vue d'accueillir le relogement d'un palais de justice.

Le titulaire est chargé de réaliser les missions suivantes :

Eléments de Missions	Description de la mission
Préprogramme	
Mission M1	Préprogramme
Faisabilité	
Mission M2.A	Etude de faisabilité fonctionnelle et spatiale pour une opération de construction neuve d'un palais de justice
Mission M2.B	Etude de faisabilité fonctionnelle et spatiale pour une opération de restructuration – extension de sites judiciaires existants

Mission M2.C	Etude de faisabilité fonctionnelle et spatiale pour une opération de réutilisation d'un site immobilier existant non judiciaire en vue du relogement d'un palais de justice.
Rapport final	
Mission M3.A	Rapport final
Mission M3.B	Etude de pré faisabilité en énergie
Programme	
Mission M4	Elaboration du Programme
AMO phase concours MOE	
Mission M5	Assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase concours de MOE – ou de dialogue compétitif
Suivi des études	
Mission M6	AMO pour le suivi des études
Passation et pilotage de marchés de diagnostics spécifiques	
Mission M7	Assistance à la passation et au pilotage de marchés de diagnostics spécifiques
Missions complémentaires	
Mission D1	Demi-journée de travail de supervision des missions
Mission D2	Demi-journée de travail de programmation
Mission D3	Demi-journée de travail d'expertise environnementale/développement durable
Mission D4	Demi-journée de travail d'expertise architecturale
Mission D5	Demi-journée de travail d'expertise technique

L'exécution des missions se déroulera au Kremlin Bicêtre (94) ou, plus ponctuellement sur le site de l'opération. Les réunions se dérouleront soit dans les locaux de l'APIJ (Kremlin-Bicêtre) soit au ministère de la Justice (Porte d'Aubervilliers), soit sur le site de l'opération (France métropolitaine). Des déplacements sont à prévoir en conséquence.

A minima cinq déplacements sur site sont à prévoir durant la phase d'élaboration du préprogramme et faisabilités techniques (entretiens avec les utilisateurs, visites des sites existants et / ou des sites d'implantations à l'étude, comité de pilotage), deux déplacements sont à prévoir en phase programmation (groupes de travail thématiques, réunion de travail, ...), et un déplacement durant la phase de suivi de procédure marché.

Article 5 : EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Personnes chargées de la conduite des prestations

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire désigne le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et signer au cours de l'exécution de l'accord-cadre tous les documents prévus.

Le responsable ainsi désigné sera l'interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage. Le changement de toute personne affectée au projet devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours calendaires suite à la notification visée à l'alinéa précédent pour proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres. Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de sept jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivant les mêmes conditions que précédemment.

5.2. Connaissance des conditions d'exécution des prestations

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir examiné toutes les indications de tous les documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre par marchés subséquents

❖ Consultation

Lorsque l'accord cadre est notifié aux titulaires de l'accord cadre, les sites, les projets et les besoins ne sont pas déterminés avec exactitude.

Chaque opération de construction d'un nouveau Palais de Justice, de restructuration ou d'extension de Palais de Justice ou d'un site existant non judiciaire fera l'objet d'un **marché subséquent**, après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre. Le recours aux marchés subséquents permet d'ajuster la réponse au besoin au moment où **le pouvoir adjudicateur peut identifier et décider de l'achat** (*le besoin survient lorsque le site est connu*).

Pour chaque opération, chacun des trois titulaires est consulté et invité à remettre une offre qui doit être conforme aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et aux documents de la consultation propre à chaque marché subséquent.

Pour chacune des missions, les titulaires remettent leur proposition de prix qui est fonction de la taille des juridictions concernées par l'opération pour les missions M1 à M6 (*petites juridictions (maximum 60 personnels) – moyennes juridictions (61 à 120 personnels) – grandes juridictions (de 121 à 240 personnels) – très grandes juridictions (241 à 450 personnels) – juridictions de taille exceptionnelle (451 personnels et plus)*), et qui respecte les **prix plafonds** préalablement renseignés dans l'accord cadre pour la taille de la juridiction concernée.

❖ Analyse des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères suivants : valeur technique de l'offre et prix de la prestation. La pondération de ces deux critères sera précisée dans les documents de la consultation de chaque marché subséquent.

❖ Exécution

Le marché subséquent s'exécute par l'émission de **bons de commande** pour chacune des missions identifiées à l'article 4.3 du présent CCAP. Ces bons de commandes rappelleront les missions à réaliser, le mode de règlement, et le délai d'exécution des prestations. Ces bons de commande pourront être transmis par tout moyen écrit (courrier, courriel, etc...). L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires de l'accord cadre.

Article 6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qu'il jugera nécessaires pour la réalisation de la mission par le titulaire.

Article 7 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE

A la fin de chacune des missions, le titulaire fournira un document dont le contenu et la forme sont précisés dans le CCTP.

Article 8 : DELAIS ET PROLONGATION

8.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution prévisionnels et indicatifs des prestations sont indiqués à l'article 3 du CCTP. Ces délais sont susceptibles d'évoluer en fonction de la complexité et du caractère urgent de l'opération et seront précisés dans le CCAP de chaque marché subséquent.

8.2. Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire est tenu d'informer, par tout moyen, le pouvoir adjudicateur de toute circonstance qui mettrait en cause le délai d'exécution prévu sur le bon de commande correspondant.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI par le simple constat par le pouvoir adjudicateur de la survenance d'événements faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

8.3. Réception des prestations

Après réalisation de la prestation, ayant donné lieu à l'émission d'un bon de commande, par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, pour décider de la validation, conformément à l'article 28.2.1 du CCAG PI.

Article 9 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités suivantes :

- Une pénalité de 3 000€ HT en cas de non remise d'offre à une consultation, à compter de la deuxième consultation n'ayant pas fait l'objet d'une remise d'offre de la part du candidat ;
- Une pénalité de 500€ HT sera appliquée en cas d'absence à l'une des réunions prévues dans le CCTP ;
- Une pénalité de 500€ HT sera appliquée par jour calendaire de retard au-delà du délai affecté pour la production de chaque document prévu au descriptif des différentes missions figurant au CCTP ;
- Une pénalité de 500€ HT sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de non reprise des documents dans les délais impartis pour donner suite aux observations du pouvoir adjudicateur ;
- Une pénalité de 1000€ HT sera appliquée par jour calendaire de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité décrites à l'article 11 du présent CCAP ;
- En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 14 du présent CCAP, une pénalité correspondant à la pénalité encourue sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir

adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas révisées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Article 10 : PRIX

10.1. Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prestations de chaque bon de commande seront réglées par application des prix indiqués dans le BPU ;

En complément de l'article 10.1 du C.C.A.G.-PI., les prix de l'accord-cadre tiennent compte notamment :

- des documents généraux visés à l'article 3 ci-dessus, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement ;
- des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires ;
- des sujétions liées à l'exécution des prestations à proximité d'un site pénitentiaire et aux contraintes de sécurité y afférentes ;
- des sujétions techniques et administratives en matière de protection de la santé du personnel et de l'environnement ;
- des pertes de rendement résultant des sujétions mentionnées dans les alinéas précédents ;
- des frais d'assurances ;
- Des frais de déplacements.

10.2. Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 défini à l'acte d'engagement. Les prix des prestations sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index d'ingénierie I, publié sur le site Internet de l'INSEE.

Le coefficient de révision, Cn s'applique à chacun des prix des prestations de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (In-4 / Io-4)$$

dans laquelle In-4 et Io-4 sont les valeurs prises respectivement par l'index I quatre mois avant le mois au cours duquel a lieu la révision et quatre mois avant le mois zéro.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour ces calculs, l'arrondi sera pris à la décimale inférieure.

Article 11 : MODALITES DE REGLEMENT

11.1. Répartition des paiements

L'article 4 de l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement, à ses éventuels sous-traitants.

11.2. Avance

Une avance est versée au titulaire sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement, par marchés subséquents dont la durée est supérieure à 2 mois et le montant supérieur à 50 000€HT. En application de l'article R2191-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5 % (10% pour les PME).

11.3. Règlement des comptes

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture unique et donne lieu à règlement du titulaire dans les conditions ci-dessous. Les prestations figurant à chaque bon de commande donnent lieu à un paiement partiel définitif après l'acceptation desdites prestations.

Modalités de paiement :

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction. Cette demande d'acompte sera accompagnée d'un mémoire produit par le titulaire.

Ce projet de décompte est envoyé à la personne publique. Les situations et les pièces qui accompagnent la demande d'acompte seront transmises sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour déposer une facture le n° de SIRET de l'APIJ 180 092 256 00023, le n° d'engagement juridique (fourni à la notification du présent marché) sont obligatoires.

Le mode de règlement est le virement administratif.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ le nom de l'opération
- ✓ La date de facturation
- ✓ Le nom et l'adresse du créancier
- ✓ Le numéro de l'accord-cadre, du marché subséquent et celui du bon de commande ;
- ✓ Le numéro d'EJ du bon de commande ;
- ✓ Le détail de prestations commandées ;
- ✓ Le détail des prestations réalisées.
- ✓ Le code opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement.
- ✓ Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché. Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,

- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance
- d) les pénalités et réfections éventuelles
- e) l'incidence de la TVA,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant de l'acompte ci-dessus, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant si le projet de décompte établi par le titulaire a été modifié.

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à un mois, le titulaire peut demander des acomptes mensuels au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total du bon de commande. Le solde sera versé après admission des prestations du bon de commande par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le délai maximum de paiement des sommes au titre du présent accord-cadre est fixé à 30 jours à compter de la remise par le titulaire de sa demande de paiement.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires au taux prévu par la réglementation en vigueur.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le montant de la somme à régler au titre des acomptes, qu'il soit ou non différent du montant figurant dans la demande de paiement, n'a pas à être notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-PI, et s'agissant du solde des bons de commande, si le montant arrêté par le pouvoir adjudicateur est différent de celui figurant dans la demande de paiement du titulaire, ou si le titulaire n'a pas produit sa demande de paiement dans un délai de 30 jours à compter de la décision de réception, le pouvoir adjudicateur établit le décompte, le signe, puis le notifie au titulaire.

La notification peut se faire par courrier en recommandé ou par mail avec accusé de réception du titulaire.

A défaut de contestation de ce décompte dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte, ce dernier est réputé accepté, vaut solde. Le pouvoir adjudicateur procède d'office à la liquidation.

11.4. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

Sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué conformément aux dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Article 12 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Pour l'application du code de la propriété intellectuelle (loi n°92-597 du 1er juillet 1992) l'APIJ et le ministère de la justice bénéficient du transfert des droits de reproduction de l'étude. Ces droits sont transférés pendant 20 années sur le territoire national. Les titulaires, cotraitant(s) et sous-traitant(s) ne pourront en aucun cas diffuser même partiellement les résultats de l'étude objet du présent accord-cadre.

Article 13 : ASSURANCES

Responsabilités

Le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au pouvoir adjudicateur son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention et le même document en ce qui concerne les sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le pouvoir adjudicateur, sans indemnisation.

Article 14 : DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire du marché public est tenu de remettre au maître d'ouvrage, **tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché** les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché public est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Article 15 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAILLEURS DETACHES

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 16 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels. Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 8 du présent AE-CCAP, la **responsabilité du titulaire** pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

Article 17 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 236 à 42 du CCAG-PI.

17.1. Arrêt de l'exécution des prestations

Chaque bon de commande ou marché subséquent est considéré comme une partie technique au sens de l'article susvisé.

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent accord cadre à l'issue de chaque bon de commande et/ou marché subséquent.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

17.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire, en application de l'article 40 du CCAG PI pour la partie résiliée est fixé à 1% des bons de commande notifiés.

17.3. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournies conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique, l'accord cadre sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Chaque marché subséquent peut être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

Article 18 : EXCLUSIVITE – CONFLITS D'INTERETS

Exclusivité d'achat auprès des titulaires

Seuls les titulaires de l'accord cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents. Cependant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers dans les deux cas suivants :

- En cas de consultation infructueuse lors de la remise en concurrence pour chaque marché subséquent ;
- En cas de besoin occasionnel de faible montant (inférieur à 40 000,00 € HT)

Les titulaires du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du groupement titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché public, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale. Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout **accord commercial** que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception-réalisation.

Article 19 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1er et 1.2 du CCAG Prestations intellectuelles issus de l'arrêté du 30 mars 2021, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.